

Art. 38. Behalve de artikelen 1, 6, 18 en 31 die van kracht worden op 1 oktober 1993, de artikelen 13 en 15 die op 1 oktober 1994 van kracht worden, artikel 4 dat op 1 september 1995 van kracht wordt, de artikelen 19 en 32 die op 1 oktober 1995 van kracht worden, de artikelen 1, 7, 12, 21, 25, 29, 30 en 34 die op 1 september 1996 van kracht worden en de artikelen 17, 20 en 33 die op 1 oktober 1996 van kracht worden, treedt dit besluit op 1 september 1993 in werking.

Art. 39. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 19 juli 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:
De Minister van Onderwijs,
E. DI RUPO

F. 93 — 2216

[S-C — 29364]

**20 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les normes et conditions de dédoublements
et de regroupements dans l'enseignement de promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 108, 109, 110, les articles 131 et 132 modifiés par le décret du 4 février 1993, et l'article 133;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 29 juin 1993;

Vu le protocole du 29 juin 1993 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° section : une section de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou une section ou unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 dûment approuvée;

2° premier comptage : la date à laquelle le premier dixième des périodes organiques de la section a été effectivement organisé ou la date à laquelle est établi le nombre d'élèves réguliers de la section;

3° second comptage : la date à laquelle les cinq premiers dixièmes des périodes organiques de la section ont été effectivement organisés;

4° chef d'établissement : le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans le cas de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Les dédoublements d'une section ou de certains cours d'une section ainsi que les regroupements de certains cours de sections différentes ou d'années d'études différentes sont fixés par le chef d'établissement, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en la matière, en ce compris le respect des dispositions du statut syndical, pour toute la durée d'une organisation des sections concernées.

Aucune suppression de dédoublements, aucun regroupement ne peuvent avoir lieu en cours d'organisation.

Par dérogation aux alinéas 1er et 2, au second comptage, le chef d'établissement peut procéder, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en la matière, en ce compris le respect des dispositions du statut syndical, aux suppressions de dédoublements ou aux regroupements qu'il avait prévus et annoncés aux étudiants et aux membres du personnel concernés dès le début des sections concernées.

Dans les quinze jours ouvrables qui suivent le premier comptage, le nombre de groupes organisés et l'utilisation de périodes qui en résulte, compte tenu des modifications éventuelles visées à l'alinéa 3 sont notifiés au moyen des documents annuels prévus à cet effet.

Les périodes prélevées de la dotation de périodes sont celles indiquées sur les documents visés à l'alinéa précédent.

Art. 3. Le chef d'établissement est autorisé à maintenir durant toute la durée de la section des groupes dont il avait prévu le regroupement à partir du second comptage.

Dans ce cas seulement et dans les quinze jours ouvrables qui suivent le second comptage, le nombre de groupes réellement organisés et l'utilisation de périodes qui en résulte sont notifiés au moyen des documents annuels rectificatifs prévus à cet effet. Ces documents remplacent et annulent ceux visés à l'alinéa 4 de l'article 2.

Les périodes réellement prélevées de la dotation de périodes sont celles indiquées sur les documents visés à l'alinéa précédent.

Art. 4. Pour la pratique professionnelle, les laboratoires, les cours techniques et de pratique professionnelle, le règlement d'ordre intérieur de l'établissement fixe, pour chacune des sections, le nombre maximum d'étudiants par poste de travail.

Ce nombre est porté à la connaissance de l'étudiant au moment de son inscription dans la section concernée.

Art. 5. § 1er. Dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1, pour être autorisés, les regroupements d'étudiants de sections différentes, doivent concerner des cours qui répondent aux conditions suivantes :

- 1° être classés au même niveau;
- 2° être classés dans la même catégorie de cours;
- 3° comporter le même nombre de périodes;
- 4° permettre d'atteindre les mêmes capacités terminales.

Toutefois, les deux premières conditions suffisent pour autoriser les regroupements dans les cours jeux et sports, dessin, modelage, dactylographie, dessin technique, laboratoire ainsi que dans la pratique professionnelle.

De la même manière, pour les cours techniques et de pratique professionnelle, les regroupements sont également autorisés pour tout ou partie des périodes réservées aux réalisations pratiques. Le regroupement de la totalité des périodes de cours techniques et de pratique professionnelle n'est autorisé que pour les unités de formation pour lesquelles cette disposition est prévue au dossier pédagogique.

§ 2. Dans l'enseignement de promotion sociale de régime 2 :

1° le regroupement des étudiants d'une année d'études correspondante de plusieurs sections est permis pour tous les cours classés dans la même catégorie et au même niveau, lorsque le Ministre a admis que le programme est identique;

2° le regroupement des étudiants de deux années d'études consécutives d'une même section est permis pour les cours de jeux et sports, dessin ornemental, modelage, dactylographie, dessin technique, laboratoire, pour la pratique professionnelle ainsi que pour tout ou partie des périodes réservées aux réalisations pratiques prévues dans les cours techniques et de pratique professionnelle;

3° le regroupement des étudiants de trois années consécutives n'est toléré que pour les cours de jeux et sports, dessin technique et de laboratoire, pour la pratique professionnelle ainsi que pour tout ou partie des périodes réservées aux réalisations pratiques prévues dans les cours techniques et de pratique professionnelle.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1993.

Art. 7. Le Ministre de le Gouvernement ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 1993.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations Internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

N. 93 — 2216

20 JULI 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de normen en voorwaarden voor splitsing en samenvoeging in het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap dd. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. de artikelen 108, 109, 110, de artikelen 131 en 132, gewijzigd bij decreet van 4 februari 1993 en artikel 133;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 27 april 1992 houdende bevoegdheids-overdracht inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 1993;

Gelet op het protocol van de gemeenschappelijke vergadering van sectorcomité IX en van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten dd. 29 juni 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit betekent :

1° « afdeling » : een afdeling van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 of een behoorlijk goedgekeurde afdeling of opleidingseenheid van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

2° « eerste telling » : de datum waarop het eerste tiende van de organieke lestijden van de afdeling werkelijk georganiseerd werd of waarop het aantal regelmatige leerlingen van de afdeling werd vastgesteld.

3° « tweede telling » : de datum waarop de eerste 5 tienden van de organieke lestijden van de afdeling werkelijk georganiseerd werden.

4° « inrichtingshoofd » : het inrichtingshoofd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs voor sociale promotie of de inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie.

Art. 2. De splitsing van een afdeling of van sommige lessen ervan en de samenvoeging van lessen van verschillende afdelingen of leerjaren worden bepaald door het inrichtingshoofd, met naleving van de wets- en reglementsbepalingen, o.m. van de bepalingen van het syndicaal statuut, voor de volledige duur van de organisatie van de betrokken afdelingen.

Tijdens die duur kan geen afschaffing van een splitsing, noch een samenvoeging plaatsvinden.

In afwijking van het 1e en het 2e lid kan het inrichtingshoofd bij de 2e telling, met naleving van de wets- en reglementsbepalingen, o.m. van het syndicaal statuut, overgaan tot afschaffing van splitsingen of tot een samenvoeging, die hij bepaald en aan de betrokken leerlingen en personeelsleden meegedeeld had bij de aanvang van de betrokken afdelingen.

Binnen de veertien werkdagen na de eerste telling worden het aantal groepen en de daaruit voortvloeiende aanwending van de lestijden, rekening houdend met wijzigingen bedoeld in het 3e lid, meegedeeld d.m.v. de daartoe bestemde jaarlijkse documenten. De lestijden, afgenomen van de lestijdendotatie, worden vermeld op de in het vorig lid bedoelde documenten.

Art. 3. Het inrichtingshoofd mag groepen waarvan hij vanaf de 2e telling de samenvoeging bepaald had, in stand houden tijdens de volledige duur van de afdeling. Enkel in dat geval en binnen veertien werkdagen na de 2e telling worden het aantal georganiseerde groepen en de daaruit voortvloeiende aanwending van lestijden meegedeeld d.m.v. de jaarlijkse rechtzettingen die daartoe bestemd zijn. Deze documenten vervangen en vernietigen die, bedoeld in artikel 2, 4e lid. De werkelijk aangewende lestijden uit de dotatie worden vermeld op de in vorig lid bedoelde documenten.

Art. 4. Voor de beroepspraktijk, het laboratoriumwerk, de technische vakken en beroepspraktijk bepaalt het huishoudelijk reglement van de afdeling voor elke afdeling het maximumaantal leerlingen per werkpost. Dit aantal wordt meegedeeld aan de leerling wanneer hij zich in de betrokken afdeling inschrijft.

Art. 5. § 1. In het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 wordt de samenvoeging van leerlingen van verschillende afdelingen alleen toegelaten als ze betrekking heeft op lessen die aan volgende voorwaarden voldoen :

- 1° bij hetzelfde niveau ingedeeld zijn;
- 2° bij dezelfde categorie van lessen ingedeeld zijn;
- 3° evenveel lestijden tellen;
- 4° dezelfde eindtermen laten bereiken.

De eerste 2 voorwaarden volstaan voor een samenvoeging in de lessen : spel en sport, tekenen, boetseren, typen, technisch tekenen, laboratoriumwerk, en in de beroepspraktijk. Zo ook wordt de samenvoeging toegelaten voor de technische vakken en beroepspraktijk, voor het geheel of een deel van de lestijden voor praktische uitvoering. De samenvoeging van alle lestijden technische vakken en beroepspraktijk is enkel toegelaten voor opleidingen waarvoor zulks vermeld staat in het pedagogisch dossier.

§ 2. In het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 is de samenvoeging van de leerlingen :

1° van het overeenstemmend leerjaar van verschillende afdelingen toegelaten voor alle lessen ingedeeld bij dezelfde categorie en hetzelfde niveau, wanneer de minister erkend heeft dat het leerplan identiek is;

2° van 2 opeenvolgende jaren van een afdeling toegelaten voor de lessen : spel en sport, siertekenen, boetseren, typen, technisch tekenen, laboratoriumwerk, voor de beroepspraktijk en voor het geheel of een gedeelte van de lestijden voor praktische uitvoering in de technische vakken en beroepspraktijk;

3° van 3 opeenvolgende jaren enkel geduld voor de lessen : spel en sport, technisch tekenen en laboratoriumwerk, voor de beroepspraktijk en voor het geheel of een gedeelte van de lestijden voor praktische uitvoering in de technische vakken en beroepspraktijk.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1993.

Art. 7. De Minister onder wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie ressorteert, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 93 — 2217

20 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 57;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 9 juillet 1993;

Vu le protocole du 29 juin 1993 du Comité du secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Article 1er. Le présent arrêté s'applique à l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1.

CHAPITRE II. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° section : une section de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;

3° unité de formation : une unité de formation de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

4° activités d'enseignement :

a) les cours théoriques, les séances d'application, les travaux pratiques, les laboratoires, les activités didactiques, les projets et les autres activités organisés en application des dossiers pédagogiques;

b) les travaux et projets de fin d'études d'unités de formation;

c) les stages prévus aux dossiers pédagogiques, organisés individuellement ou en groupe, dûment encadrés et évalués;

d) les activités professionnelles de formation, dûment encadrées et évaluées;

e) les sessions, les épreuves et tests;

f) la part supplémentaire;